

Crise humanitaire en Syrie

« Nous assistons à l'un des conflits les plus brutaux et dangereux depuis la guerre froide. Si l'intensité actuelle se maintient, à la fin de l'année 10 millions de Syriens, la moitié de la population, auront besoin d'aide ».

ENTRETIEN *avec Reem Alsalem par Lurdes Vidal*

Les Nations unies estiment qu'au moins 6,8 millions de personnes souffrent directement les effets du conflit en Syrie, dont 4,25 millions, selon les calculs, sont des déplacés internes. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) coordonne l'aide humanitaire à l'intérieur du pays et le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, HCR, joue un rôle essentiel dans la conception et l'application du plan de réponse régional pour les réfugiés syriens, dans les cinq pays voisins (Turquie, Irak, Égypte, Jordanie et Liban), qui ont reçu le plus grand nombre de réfugiés : 1,5 millions jusqu'à présent (15 mai 2013).

Cependant, au rythme actuel auquel les personnes franchissent les frontières syriennes, environ 8 000 par jour, si on ne met pas rapidement fin à la violence, les prévisions risquent de déborder l'action des organisations humanitaires. Ainsi, face à la crue réalité qui frappe la population civile jour après jour, les organisations comme le HCR ne faiblissent pas dans leurs efforts afin que le monde prenne conscience de la nécessité de s'engager à tous les niveaux pour pallier à la crise humanitaire à laquelle elles tentent de faire face. Entre ses multiples réunions, déplacements sur le terrain et correspondances avec les médias, et de nombreuses autres tâches, nous avons réussi à parler du travail sur le terrain avec Reem Alsalem, responsable régional de l'information publique du HCR.

AFKAR/IDEES : *Combien de camps gérez-vous et comment décidez-vous de les placer ?*

REEM ALSALEM : Il existe 21 camps dans toute la région, dont 17 qui se trouvent en Turquie. Le HCR coordonne directement la gestion du camp de Zaatari en Jordanie, le plus grand, avec 100 000 réfugiés. Les autres sont gérés par les autorités des pays qui les accueillent avec notre appui technique. Dans ce sens, le HCR a fait don de milliers de tentes et offert sa connaissance et son expérience dans la planification de camps. De ce fait, ce sont les gouvernements qui décident où placer ces camps, nous les aidons à prendre la décision, mais ce sont eux qui ont le dernier mot.

A/I : *Avec quelles autorités, institutions ou ONG travaillez-vous sur le terrain ?*

R.A. : En Syrie, nous parlons avec toutes les parties nécessaires pour réussir à avoir accès aux populations touchées. Avec la prolifération d'acteurs et le changement incessant des lignes de feu, cela n'est pas facile du tout. Évidemment, nous travaillons avec les agences sœurs des Nations unies et avec environ 15 organisations associées, certaines nationales et d'autres internationales. Chaque organisation agit dans le domaine où elle a le plus d'expérience.

A/I : *Quels sont vos domaines de travail prioritaires ?*

R.A. : Du million et demi de réfugiés que nous avons maintenant, un million ne sont arrivés qu'au cours des cinq derniers mois ! Imaginez, l'amplitude de la crise humanitaire est énorme.

Nous nous occupons de trois secteurs : la distribution de produits non-alimentaires de base, les refuges et les services communautaires. Nous participons aussi dans d'autres activités comme l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement. De plus, nous nous consacrons à vérifier si les Syriens qui fuient le conflit réussissent à trouver asile et sécurité, de l'autre côté de la frontière. C'est pour cette raison qu'il est fondamental que les gouvernements de la région maintiennent leurs frontières ouvertes aux citoyens syriens. Parmi nos priorités, nous enregistrons aussi les réfugiés ou nous aidons les gouvernements, s'ils effectuent cette tâche. Nous avons réussi à diminuer le temps d'attente des réfugiés avant leur enregistrement, de quatre mois au début de l'année à un mois. Le fait d'être enregistrés leur permet de rester temporellement dans les pays et d'obtenir une assistance du HCR, du Programme alimentaire mondial et d'autres entités humanitaires, ainsi que d'avoir accès aux services publics.

Dans les pays voisins, nous travaillons pour subvenir aux besoins de base, cela va de l'aide aux familles pour inscrire leurs enfants à l'école, jusqu'à l'octroi des bons alimentaires ou de

En moyenne, presque 8 000 personnes franchissent chaque jour les frontières, fuyant le conflit

subventions de cas médicaux spécifiques. Nous offrons aussi notre appui aux réfugiés les plus vulnérables pour qu'ils puissent payer le loyer, ce qui est leur principale préoccupation. Le logement est un problème, même pour ceux qui habitent dans des camps. Les camps dans la région sont en train d'atteindre rapidement leur capacité maximum. Certains, comme celui de Domiz, souffrent d'une massification dangereuse. Ainsi, nous en élargissons quelques-uns et nous sommes en train d'en construire six nouveaux. Au Liban, nous travaillons avec le gouvernement afin d'identifier les emplacements pour accueillir les réfugiés et réhabiliter les hébergements collectifs existants.

A/I : *Pourrait-on tracer un portrait du réfugié syrien ?*

R.A. : Le conflit a touché tous les syriens de la même manière. Nous voyons des réfugiés en provenance de toutes les provinces, de toutes les couches sociales, de tous les niveaux d'éducatifs, des zones rurales et urbaines, de toutes les filiations religieuses, etc. Nous pensons qu'au fur et à mesure que les réfugiés syriens se sentiront à l'aise en faisant appel au HCR pour s'enregistrer, nous verrons arriver plus de minorités.

Ce que l'on ne sait peut-être pas, c'est que les femmes et les enfants représentent presque 70 % de la population. Beaucoup ont fui avec ce qu'ils portaient sur eux. D'autres sont arrivés avec très peu de moyens. Mais il y a bien quelque chose qu'ils ont tous en commun: Il s'agit du traumatisme qu'ils souffrent du fait des horreurs auxquelles ils ont assisté, dans de nombreux cas, la perte d'un parent.



À travers ses convois humanitaires, le HCR distribue de l'aide à des milliers de déplacés qui vivent dans les camps d'accueil dans la région d'Azza, au nord de la Syrie. /SOLUMSMOEN

La plupart a été déplacée à l'intérieur de la Syrie plusieurs fois avant de franchir finalement la frontière. Cependant, il est de plus en plus dangereux de franchir celle-ci, en particulier la frontière jordanienne.

A/I : *Que se passe-t-il avec les Syriens qui croisent la frontière et ne s'installent pas dans les camps ? S'intègrent-ils bien dans les communautés d'accueil ?*

R.A. : 76 % du million et demi de réfugiés vivent dans des aires urbaines avec les communautés d'accueil. En Égypte et au Liban, il n'y a ni camps ni rien dans le genre. Ils sont parse-

més à travers tous les pays d'accueil, ce qui suppose un défi pour les identifier et venir en aide aux plus vulnérables. Nous devons reconnaître qu'aussi bien les gouvernements que les populations d'accueil ont été extraordinairement généreux. Nous connaissons des histoires merveilleuses, comme les Kurdes irakiens qui ont répondu à une campagne de collecte de fonds effectuée à la télévision en donnant des biens estimés à deux millions de dollars.

Quoi qu'il en soit, ce flux incessant de réfugiés est en train d'exercer une pression énorme sur des pays dont les ressources sont déjà limitées. Nous devons tenir compte du fait que la population libanaise a augmenté au

7 Gouvernements et populations d'accueil ont été très généreux dans leur appui aux réfugiés syriens

moins de 10 % suite à l'arrivée de réfugiés, et en Jordanie de 6 %. La Turquie a dépensé plus de 750 millions de dollars de sa poche. Nous ne pouvons pas espérer que ces pays assument seuls cette responsabilité. Au grès du temps, nous observons des niveaux plus élevés de tension entre communautés. Il est donc très important que les communautés d'accueil reçoivent une assistance financière, leur permettant de maintenir leurs services publics, déjà saturés ne soient pas débordés.

A/1 : *Dernièrement, nous avons aussi entendu parler de beaucoup de cas de violence contre les femmes...*

R.A. : En temps de guerre et de conflit, l'exposition à la violence de genre et aux abus physiques augmente, avant, pendant et souvent après le déplacement. Il est vrai aussi que, comme cela a été le cas dans la crise syrienne, c'est lorsque la situation économique des réfugiés est au pire, qu'ils ont plus facilement recours à la prostitution ou au mariage leurs filles pour obtenir l'argent pour survivre. L'élément clé est de prendre conscience de ce qu'est la violence de genre. Pour cela nous offrons une formation pour savoir de quoi il s'agit et quels mécanismes de prévention et de réponse il existe pour toutes les personnes qui sont en contact avec les réfugiés, comme les autorités gouvernementales, les garde-frontières, le personnel humanitaire, etc.

A/1 : *Que s'est-il passé avec les réfugiés palestiniens, irakiens, somaliens qui se trouvaient en Syrie avant que la crise n'éclate ?*

R.A. : De même que nous avons assumé la responsabilité de prêter appui aux Syriens touchés par le conflit et aux déplacés internes, nous continuons à nous occuper des plus de 70 000 réfugiés qui vivaient en Syrie et qui s'y trouvent toujours dans des conditions pareillement compliquées. Les réfugiés, dont la plupart sont irakiens, mais aussi afghans et somaliens, reçoivent une aide pour avoir accès à des services éducatifs et sanitaires de plus en plus rares, et on leur offre une aide financière pour arriver à la fin du mois.

Avec l'intensification du conflit, de plus en plus de réfugiés irakiens vivant en Syrie décident qu'il ne leur reste qu'à retourner en Irak, bien que les conditions adéquates ne sont pas réunies pour eux, dans leur lieu d'origine. Actuellement, environ 85 000 réfugiés irakiens sont revenus depuis le début du conflit. À leur arrivée en Irak, le HCR fournit des produits de base et une aide monétaire unique à ceux qui se sont enregistrés auprès des autorités irakiennes. Et, bien sûr, on retrouve les réfugiés palestiniens qui représentent, historiquement, la plus grande population réfugiée du pays. Ils ont été particulièrement touchés par le conflit : beaucoup sont morts, d'autres ont été blessés ou déplacés. De ce fait, la moitié de la population réfugiée est déplacée à l'intérieur de la Syrie, 56 000 sont déplacés au Liban et environ 5 000 en Jordanie. Ils sont dans une situation désespérée, et les possibilités de retourner dans leur pays sont pratiquement nulles.

A/1 : *Quelle est la position du HCR vis-à-vis de la solution à la crise ?*

R.A. : Le Haut Commissaire, comme d'autres dirigeants d'agences humanitaires, est inquiet au sujet de la façon dont le conflit syrien s'accroît sans contrôle et du désastre de l'impact humanitaire de cette crise. Le mois dernier, lui et quatre autres responsables d'agences des Nations unies ont uni leurs voix dans un appel sincère à la communauté internationale pour demander qu'on arrête ce conflit, pour dire que cela suffit. Malheureusement, cette crise est si inquiétante, en partie, parce qu'on ne perçoit aucune solution politique à l'horizon. Si le conflit continue avec l'intensité actuelle, à la fin de l'année, 10 millions de Syriens auront besoin d'aide, ni plus ni moins que la moitié de la population ! Nous sommes face à l'un des conflits les plus brutaux et dangereux depuis la fin de la guerre froide, et l'avenir semble encore pire.

Du point de vue des réfugiés que nous assistons, nous avons un objectif clair. Leur principal désir est de mettre fin au conflit pour pouvoir retourner chez eux. De ce fait, leur désir est tellement fort, que certains retournent pour une courte période. Les raisons varient : certains veulent vérifier comment se trouvent les propriétés qu'ils ont laissées derrière eux, ou rechercher des parents, ou voir quelles sont les conditions sur place, ils profitent de n'importe quelle amélioration momentanée de la sécurité pour revenir, certains parce que les conditions de vie dans le pays d'asile sont difficiles... Mais ils n'ont d'autre option que de repartir.

A/1 : *Devrait-on commencer à parler d'un conflit régional ?*

7 Nous avons reçu des aides financières importantes, mais nous sommes en-dessous des besoins

R.A. : Bien sûr. Chaque jour passant, la guerre en Syrie déborde de plus en plus vers les pays de la région. Cela suppose un risque réel pour certains de ses voisins qui traversent déjà des situations politiques, économiques et sécuritaires délicates. Dans le cas du Liban, on pourrait même affirmer que la guerre en Syrie suppose une menace existentielle.

A/I : *Sera-t-il possible de reconstruire la Syrie, non seulement en termes d'infrastructures, mais aussi de tissu social et cohabitation ?*

R.A. : Ce ne sera pas facile de reconstruire le pays, dont l'infrastructure et le tissu social ont souffert des dommages énormes. Selon mon expérience dans des situations semblables, je crois que certains des domaines les plus urgents qu'il faudra affronter sont les questions liées à la justice transitionnelle, c'est-à-dire, conduire devant la justice les personnes qui ont commis de graves violations des droits de l'Homme et des atrocités ineffables, en plus du processus de réconciliation, du retour et de la réintégration des réfugiés, ainsi que la récupération économique. J'espère que le HCR sera présent pour aider la Syrie dans ce processus.

A/I : *En ce qui concerne l'enlèvement de personnel des Nations unies dans le plateau du Golan et l'enlèvement de citoyens syriens à l'intérieur du pays, pensez-vous que ce phénomène est en train de faire des coopérateurs de possibles objectifs ?*

R.A. : L'un des principaux défis que nous devons affronter est que jus-

qu'ici, les garanties de sécurité pour notre personnel, les convois et les opérations, ainsi que pour nos partenaires, ont été faibles. Nous sommes conscients du fait que nous opérons dans un milieu très précaire. Cependant, nous avons un engagement envers la Syrie et sa population, plus de 290 employés travaillent sur place, pour la plupart syriens.

La Syrie a été l'un des pays les plus généreux, vis-à-vis des réfugiés d'autres pays, pendant des décennies, ouvrant ses portes aux gens qui fuyaient de conflits. Maintenant c'est au tour du monde d'aider la Syrie. Jusqu'ici, nous avons distribué plus de 1 800 produits d'aide humanitaire à environ 860 000 personnes (un peu plus de 170 000 familles, aussi bien dans les zones contrôlées par le gouvernement que dans celles de l'opposition). Pour nous, il est frustrant de savoir que nous n'atteignons qu'une partie des gens qui ont besoin de notre aide, mais pour pouvoir élargir notre portée, nous avons besoin de couloirs sûrs pour nos convois et notre personnel.

A/I : *Disposez-vous des moyens nécessaires pour faire face à la crise en Syrie ?*

R.A. : À l'intérieur de la Syrie, le Plan de réponse d'assistance humanitaire (SHARP selon les sigles en anglais) est déjà financé à 60 %. En ce qui concerne les réfugiés en dehors de la Syrie, le Plan de réponse humanitaire (RRP) est financé à 55%. Bien que nous ayons reçu des contributions financières généreuses pour nos opérations d'urgence, nous sommes encore en-dessous des besoins de financement. De

ce fait, en termes réels, le déficit de financement est probablement beaucoup plus élevé puisque, d'un côté, les deux plans n'envisageaient que les six premiers mois de l'année et non l'année entière ; et, de l'autre, les chiffres utilisés pour concevoir ces deux plans sont déjà dépassés. Lorsque ces deux plans furent signés, lors de la Conférence de donateurs de la Syrie, le 30 janvier, le nombre de déplacés internes estimé pour le mois de juin était de deux millions, et celui de réfugiés, d'un million. Depuis lors, le nombre de déplacés internes que nous connaissons a doublé et le nombre de réfugiés qui se sont enregistrés ou qui attendent leur enregistrement a dépassé le chiffre initial de 50 %. Et nous ne sommes pas encore au mois de juin 2013 !

À moins que nous n'obtenions bientôt des fonds supplémentaires et que d'autres pays respectent les engagements acquis, lors de la conférence du Koweït, nous nous verrons forcés à diminuer nos activités. Le problème est que les mécanismes de financement traditionnels ne marchent pas dans ce contexte. L'argent n'arrive ni suffisamment vite ni en quantité suffisante. Il s'agit là du genre de crise humanitaire qui ne peut pas s'appuyer uniquement sur les gouvernements. Si on les abandonne, les réfugiés deviendront un élément supplémentaire de déstabilisation dans cette équation, ce qui contribuera à aggraver encore plus la situation, et personne ne peut permettre que cela arrive. Ainsi, nous lançons un appel à tout le monde – particuliers, institutions, entreprises – pour qu'ils prennent parti et contribuent à soulager la crise humanitaire en Syrie. ■